

 GOVERNEMENT <i>Liberté</i> <i>Égalité</i> <i>Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
--	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
18-07-2025		004047/KK AC PLU

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
COMMUNE DE MOUGINS
SIRET/SIREN
21060085400017
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
210600854, 70, 06085, CHEMIN DE L'HORIZON, 06250, MOUGINS, France, urbanisme@villedemougins.com
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable

LAPORTE	CECILE
Responsable du service urbanisme	
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)	
URBANISME	SERVICES TECHNIQUES
Responsable du service urbanisme	
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)	
330	Avenue de la Plaine
06250	Alpes-Maritimes
04 92 92 58 25	Mougins
330 Avenue de la Pla	
claporte@villedemougins.com	
2. Identification du PLU	
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))	
PLU	
2.2 Intitulé du document	
Modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme	
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document	
28-10-2010	
https://mougins.fr/vivre/urbanisme/plan-local-urbanisme/	
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU	

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Sud Provence Alpes Cote d'Azur
26-06-2019
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
20-05-2021
SCOT'Ouest des Alpes Maritimes
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE approuve le 20 novembre 2015 PGRI du bassin Rhone Mediterranee approuve le 21 mars 2022 PLH approuve le 21 juin 2019 Plan mobilite approuve le 13 juillet 2023 PCAET en cours d'elaboration

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
<p>Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration</p> <p> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non </p>
<p>Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale</p>
<p>Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
<p>Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?</p> <p> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </p>
<p>Si oui, préciser la date de l'actualisation</p>
<p>Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle</p>

Annexe II

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐

Oui

☐

Non

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification

D'une modification de droit commun (article L. 153-41 du code de l'urbanisme)

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

19677

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)				
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	1548.94	59.33	1545.45	59.12
zones 1 AU	12.69	0.49	12.69	0.49
zones 2 AU	84.43	3.24	84.43	3.24
zones A	41.99	1.61	43.17	1.65
zones N	921.95	35.33	927.91	35.5
Total	2610	100	2613.65	100

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Consommation foncière non chiffrée dans le PADD. Le rapport de présentation définit une capacité résiduelle théorique sur une période de 10 ans de 2462 logements. Le PADD a établi une croissance annuelle moyenne de 100 nouveaux logements, soit environ 1000 logements supplémentaires en 10 ans dont 800 résidences principales. Entre 2011 et 2021, le nombre de résidences principales est passé de 8116 à 9072, soit une croissance annuelle moyenne de 95 en 10 ans, correspondant aux objectifs du PADD. Par ailleurs, 922 ha ont été sanctuarisés par leur classement en zones naturelles.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Le projet de modification n°5 du PLU vise les objectifs suivants: 1. Faciliter une meilleure maîtrise de l'urbanisation pour un cadre de vie préservé à travers : - Un ajustement des règles de constructibilité en fonction de la destination des constructions et des caractéristiques de la zone - Un redécoupage à la marge du zonage graphique en adaptant le périmètre de certaines zones urbaines et naturelles - Une amélioration du cadre de vie par l'utilisation de certains matériaux et la définition de prescriptions architecturales - Une adaptation textuelle du règlement aux évolutions législatives et

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐

Oui

☒

Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☒

Oui

☐

Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Seules certaines zones UD sont concernées par une augmentation de la densité. Ainsi, l'emprise au sol maximale autorisée passe de 15% à 20% dans les secteurs UD, UDa, et UDa1. Les autres règles restent inchangées (hauteur, coefficient d'imperméabilisation, coefficient d'espaces verts en pleine terre). A noter que lors de l'approbation du PLU initial en 2010, le coefficient d'emprise au sol était supérieur, à 25%, dans les secteurs UD, UDa et UDa1., Secteur UD : 243,69 ha
Secteur UDa : 401,71 ha
Secteur UDa1 : 83,99 ha

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☒

Oui

☐

Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Dans la zone UFc passée sur cette partie en 39 861 m²

- de déclasser un espace boisé classé

☐

Oui

☒

Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☒

Oui

☐

Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies
<p>Creation d'une zone agricole le long de l'Avenue de la Plaine. Extension d'une zone naturelle située au nord du chemin Pablo Picasso et d'une autre située au nord de l'avenue Maurice Donat</p> <p>Zone A : 11 770 m² Zone N : 40 260 m²</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et les superficies
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<p>Au titre des articles L151-19 et L151-23, création de périmètres de protection pour les oliveraies, les restanques et les paysages. 3 entités remarquables supplémentaires et 3 éléments patrimoniaux supplémentaires sont également recensés et intégrés dans</p> <p>Oliveraies: 12,70 ha Restanques: 18,5 ha Paysages: 34,9 ha</p>
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure**5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site classe: ensemble forme par la chapelle Notre Dame de Vie, sa pelouse et les allées de cypres. Site inscrit de la bande cotiere de Nice a Theoule compris entre la RD3, la RD35 et la RD909
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPR incendie de foret approuve le 12/09/2008 PPR mouvements de terrain approuve le 17/07/2019 PPR inondation approuve le 25/07/2023
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	4 bâtiments sont inscrits au titre des monuments historiques: - la chapelle Notre Dame de Vie - la chapelle Saint Barthelemy - la porte de l'ancien rempart - le château de Mouans-Sartoux Les trois premiers font l'objets d'une procédure de delimitation du perimetre des abords.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	8 zones humides (1 zone artificielle, 2 en bordure de cours d'eau, 1 plan d'eau, 4 en plaines alluviales) : - Bassin Notre Dame de vie - La Brague - Etang de Font merle - Golf Cannes-Mougins - Canal de la Siagne - Prairies les Breguieres - Prairies d'Argeville - La Peyriere
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames vertes et bleues identifiées au SCOT en tant que réservoir de biodiversité, corridors écologiques et cours d'eau.

Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type II correspondant à l'étang de Fontmerle et au parc départemental de la Valmasque.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Parc départemental de la Valmasque
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	758 ha sont concernées par un espace boisé classé, toutes zones confondues, soit 29 % de l'ensemble du territoire.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Seuls 9 ha du territoire de la Commune ne sont pas concernés par l'un des plans de prévention des risques naturels en vigueur correspondant à l'étang de Font merle. Le PPR incendie de forêt couvre environ 89 % du territoire. Le PPR mouvements de terrain couvre
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Seuls 9 ha du territoire de la Commune ne sont pas concernés par l'un des plans de prévention des risques naturels en vigueur correspondant à l'étang de Font merle. Le PPR incendie de forêt couvre environ 89 % du territoire. Le
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les trois-quart du territoire communal sont concernés par le site inscrit. Les évolutions et ajustements réglementaires affectant l'ensemble des zones s'appliqueront aussi dans ces périmètres sans remettre en
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les évolutions et ajustements réglementaires affectant l'ensemble des zones s'appliqueront aussi dans ces périmètres sans remettre en cause les mesures de protection qui y sont associées. A proximité de la chapelle Notre Dame de Vie la protection sera renforcée avec la
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Secteur du Vicaire par la mise en place d'un emplacement réserve à destination d'une régie agricole et d'un parc paysager et la modification des Orientations Spécifiques
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type I par la mise en place d'un périmètre de protection renforcée en périphérie de l'étang de

D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Creation de 39 861 m ² supplémentaires d'espaces boisés classés.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Delimitation des secteurs de protection des oliveraies et des restanques représentant 31,2 ha.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Delimitation de secteur de protection des paysages représentant 34,9 ha.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☒

Oui

☐

Non

Si oui, précisez :

Des emplacements réservés au titre d'équipements publics ou de servitude de mixité sociale sont prévus dans des zones de bruit telles que définies par l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transport. Les secteurs concernés sont situés dans des zones déjà largement urbanisées.

6. Auto-évaluation
<p>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p><i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i></p>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
23-07-2025
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Perimetres delimites des abords des monuments historiques relatifs a la chapelle Saint Barthelemy, la porte des remparts et la chapelle Notre Dame de Vie.
- autre, préciser les modalités

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus <input checked="" type="checkbox"/>			
(personne publique responsable)			
Fait à	Mougins	le,	02-07-2025
Nom	GALY	Prénom	RICHARD
Qualité	Maire		
Signature			